

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Edito : on ne tourne pas la page	1
Vive les casseroles	2
Les superprofits de TotalEnergies dans le viseur	2
Les missionnaires de Macron	2
Saint Martin sur le Pré : TI Automotive	3
Reims : le futur des TUR en question	3
Santé au travail : la détresse psychologique en augmentation	3

Edito : on ne tourne pas la page



Muré dans ses certitudes, Emmanuel MACRON n'a visiblement toujours rien compris à ce qui se jouait dans le pays. Après douze journées d'une mobilisation qui n'a jamais faibli depuis trois mois, il s'est contenté, quelques jours après avoir promulgué la loi, d'égrener quelques généralités dans un blabla désincarné, totalement déconnecté de la réalité.

Il a tenté une nouvelle fois de justifier sa réforme alors que l'immense majorité des Français ne l'acceptent pas. Ils refusent ces deux années de travail (ou de chômage) supplémentaires, alors que les inégalités n'ont jamais été aussi criantes, les profits n'ont jamais été aussi élevés pour les actionnaires des grands groupes.

Le président des riches n'en a cure, il poursuit sa course folle dans l'application d'une politique néolibérale et anti-sociale qui ouvre un boulevard aux « solutions » nauséabondes du Rassemblement National.

La CGT ne baissera pas les bras. Notre détermination est intacte et le combat continuera, jusque et au-delà du 3 mai, si le Conseil Constitutionnel retoque à nouveau la demande de Référendum d'Initiative Partagée (RIP). Et il s'élargira aux autres priorités, les salaires, l'emploi, les conditions de travail et la crise climatique.

D'ores et déjà des débrayages et des assemblées générales sont prévus les 20 et 28 avril, des comités d'accueil se formeront partout dans la Marne où se rendront les représentants de la Macronie. Dans l'attente du 1er mai, dont nous en ferons une puissante journée de manifestation, partout dans le département, portant l'exigence du retrait de la réforme, mais aussi de la paix et la justice sociale.

Sabine Duménil, secrétaire générale de l'UD de la Marne



24 avril 2023

#14

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne

15, boulevard de la Paix
BP 11215

51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

ud51@cgt.fr

www.udcgt51.fr

MACRON 20H

LE TEMPS DE L'APAISEMENT EST
VENU DANS UN PAYS PROFONDÉMENT
DIVISÉ, OÙ DEUX CAMPS SE SONT
OPPOSÉS...



MOI, D'UN CÔTÉ.
ET DE L'AUTRE,
TOUS LES ABRUTIS
DE FRANÇAIS
AVEUGLES À
MON GÉNIE.

Vive les casseroles

Une centaine de personnes se sont donné RDV devant la mairie de Reims, le 17 avril à 20h, pour une casserolade festive pendant l'allocution du forcené de l'Elysée. Un rassemblement citoyen comme à Epernay et Montmirail. A quoi cela pourrait-il servir d'écouter quelqu'un qui n'a pas écouté les millions de Français pendant trois mois de mobilisation, quelqu'un qui semble surpris qu'aucun syndicat de salariés, hormis les syndicats patronaux, comme par hasard, n'ait souhaité le rencontrer le lendemain matin.



Les superprofits de TotalEnergies dans le viseur

Le 20 avril, les stations Total ont fait l'objet d'opérations « coup de poing » de la part des Unions Locales de la CGT. A Châlons en Champagne un barrage filtrant a été organisé autour d'une des stations du groupe TotalEnergies qui a annoncé avoir dégagé un bénéfice stratosphérique de 36 milliards d'euros en 2022, en hausse de 90 % par rapport à 2021. Soulignons que ces profits d'une seule année, obtenus sur le dos de la population « grâce » à une inflation record, pourraient à eux seuls compenser le soi-disant déficit du système des retraites...



Les missionnaires de Macron :

1) Reims : Collège Maryse BASTIÉ

Une trentaine de personnes s'étaient donné RDV devant le Collège Maryse BASTIÉ à l'occasion de la visite le 18 avril, en pleine période de vacances scolaires, du ministre de l'éducation nationale. Les manifestants ont été repoussés et parqués à distance par des policiers en panoplie de robocops. Pap NDIAYE était venu promouvoir l'ouverture des classes pendant les congés, pour les élèves en difficulté. D'un côté, on supprime les postes d'enseignants, de l'autre on fait bosser ceux qui restent pendant les vacances. Tout cela pour permettre au roi MACRON « DAGOBERT » d'annoncer le surlendemain, dans l'Hérault, de pseudo augmentations de salaire qui ne couvriront même pas les pertes de pouvoir d'achat liées à l'inflation.



2) Montmirail : Axon'Câble

Comme MACRON en Alsace et dans l'Hérault, le ministre de la santé aura sans doute droit à son comité d'accueil, lors de sa visite à Axon'Câble, le 28 avril. François BRAUN est attendu dans l'entreprise spécialisée dans la connectique, pour promouvoir la télé médecine, censée suppléer la désertification médicale et l'asphyxie en cours de l'hôpital public... Il viendra aussi présenter sa vision de la santé au travail, à la sauce néolibérale. Suite à la démolition en règle de la médecine du travail, place à la médecine patronale, qui décidera de l'aptitude des salariés à occuper un poste plutôt que de s'enquiquiner avec la prévention des risques et les atteintes à la santé des salariés.

Saint Martin sur le Pré :

TI Automotive

La CGT a décidé de ne pas signer la NAO 2023 (Négociation Annuelle Obligatoire) 2023 à TI Automotive (équipementier automobile). En dépit d'une mobilisation exemplaire, le compte n'y est pas. Les augmentations générales ne couvrent pas les effets de l'inflation et la prime de partage de la valeur ajoutée, de 470 euros, est loin des 1000 euros revendiqués. Côté emploi, aucune embauche n'est prévue alors qu'on en demandait 25, que l'entreprise compte 80 à 90 intérimaires et que 30 postes ont été supprimés en un an.

Sur ce point la direction s'engage à faire une démarche auprès du groupe (on est prié de ne pas rire) pour obtenir une « validation potentielle d'embauche pour 2023 ».

En fait, l'augmentation générale de 6 % au 1er mai résulte d'un tour de passe-passe entre la mutuelle (augmentée), la prime de transport et la prime de panier (annulées).

La CGT a aussi dénoncé la non application du CET (Compte Epargne Temps) pourtant prévu dans la NAO 2022 !



Reims :

Le futur des TUR en question

Le renouvellement du contrat de délégation de service public pour les transports urbains du Grand Reims est en cours. Trois opérateurs ont répondu à l'appel d'offres, Keolis, RATPdev et Transdev. Dans ce cadre, et avant que les choix soient effectués

et les négociations ouvertes avec l'opérateur qui sera retenu, les représentants de la CGT des secteurs d'activité concernés ont adressé un courrier à Catherine Vautrin, présidente du Grand Reims. Farouchement opposés à toute privatisation, ils y insistent sur la nécessité de préserver un modèle économique sans lequel les statuts sociaux des personnels et la qualité du service public ne sauraient être garantis. Ils y font part de leur refus qu'une partie du personnel soit basculée dans une convention collective moins favorable.

Santé au travail : La détresse *psychologique en augmentation*

Alors que la réforme des retraites est au cœur de l'actualité, les chiffres du dernier baromètre OpinionWay démontrent que la santé mentale des salariés se dégrade : 44 % d'entre eux sont en situation de détresse psychologique, 25 % en risque de burn-out ; 7 salariés sur 10 «ont peur de ne pouvoir tenir avec le recul de l'âge de départ».

La qualité de vie au travail est dégradée et entraîne absentéisme, arrêts maladie et une explosion des risques psycho-sociaux. Des chiffres qui sont un argument supplémentaire à la limitation de l'âge de départ, mais qui questionnent aussi les organisations du travail.

Pour la CGT, c'est la qualité du travail qui doit être discutée : se demander si chacun a les moyens de bien faire son travail et si celui-ci a du sens... On en est encore bien loin. ([Lire le communiqué de la CGT ici](#))

LA NOUVELLE RESTAURATION D'ENTREPRISE





**MIEUX VAUT
QUELQUES JOURS
DE GALÈRE**

QU'UNE RETRAITE DE MISÈRE



Pour un



1^{er} mai historique